

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/200513]

17 JANVIER 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2012 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de la carrière extérieure de Wallonie-Bruxelles International

Le Gouvernement wallon,

Vu l'accord de coopération du 20 mars 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles, l'article 4 ;

Vu le décret du 8 mai 2008 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2012 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de la carrière extérieure de Wallonie-Bruxelles International ;

Vu le rapport d'évaluation du présent arrêté sur la situation respective des femmes et des hommes réalisés en application de l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2015 visant la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 mai 2018 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 janvier 2019 ;

Vu le protocole n° 742 du Comité #769 ; de négociation du Secteur XVI, conclu le 3 octobre 2018 ;

Vu l'avis 64.823/4 du Conseil d'Etat, donné le 17 décembre 2018, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre-Président, en charge des Relations internationales, et de la Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2012 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de la carrière extérieure de Wallonie-Bruxelles International est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. La qualité de membre du personnel de la carrière extérieure de l'organisme est reconnue :

1° à tout membre du personnel qui est occupé à titre définitif au sein de ladite carrière ;

2° aux membres contractuels engagés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et occupés au sein de ladite carrière. ».

**Art. 2.** Dans l'article 5 du même arrêté, les paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 sont remplacés par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par "poste diplomatique", la représentation diplomatique de la Communauté française et de la Région wallonne, tant en Belgique qu'à l'étranger, à laquelle le délégué général ou le conseiller sont affectés.

§ 2. En activité de service dans un poste diplomatique, les membres du personnel de la carrière extérieure portent le titre de la fonction qu'ils exercent, soit délégué général, soit conseiller.

Les titres de délégué général et conseiller de la Communauté française et de la Région wallonne sont les seuls qui peuvent être utilisés dans les contacts.

A l'administration centrale, les membres du personnel de la carrière extérieure portent le titre de la fonction qu'ils exercent, à savoir directeur chargé de mission ou premier attaché chargé de mission. ».

**Art. 3.** L'article 6 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. Les membres du personnel de la carrière extérieure remplissent les fonctions qui leur sont assignées soit à l'étranger, soit en Belgique, soit à l'administration centrale. Ils accomplissent les devoirs liés à l'exercice de leur fonction dans le souci constant des intérêts des Gouvernements et ce, notamment, conformément à la lettre de mission visée à l'article 13.

Dans l'exercice de leur mission, les membres du personnel de la carrière extérieure ne mettent pas en cause les relations avec d'autres États et respectent les accords de coopération en vigueur.

La fonction de délégué général et de conseiller inclut notamment la mission de mise en synergie et d'échange d'informations entre les différents réseaux Wallonie-Bruxelles présents à l'étranger ou dans les institutions internationales. ».

**Art. 4.** Dans le chapitre II du même arrêté, la section 4, comportant l'article 8, est abrogée.

**Art. 5.** L'article 9 du même arrêté est complété par les paragraphes 3, 4 et 5 rédigés comme suit :

« § 3. Le lauréat du concours visé à l'article 7, § 2, est nommé en qualité de stagiaire au grade d'attaché.

§ 4. Le stagiaire qui a effectué avec succès le stage visé à l'article 7, § 2, est nommé agent de la carrière extérieure au grade de premier attaché.

§ 5. Le stagiaire qui a fait l'objet d'une évaluation défavorable du stage visé à l'article 7, § 2, est licencié pour inaptitude professionnelle, conformément aux articles 197 et 255 de l'arrêté du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International. ».

**Art. 6.** A l'article 10 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « cinq ans » sont remplacés par les mots « quatre ans » ;

2° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots « au moins » sont abrogés ;

3° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Les membres du personnel de la carrière extérieure peuvent effectuer seulement un mandat dans le même poste diplomatique. Néanmoins, les membres du personnel de la carrière extérieure peuvent effectuer un second mandat consécutif dans le même poste diplomatique si les deux conditions suivantes sont réunies :

1° le membre du personnel de la carrière extérieure en fait la demande expresse et dûment justifiée lors du mouvement diplomatique qui suit sa première affectation dans le poste diplomatique dont question ;

2° aucun autre membre du personnel de la carrière extérieure n'est classé en ordre utile, par le Comité de direction de WBI, pour le poste diplomatique dont question.

La durée totale des missions en poste diplomatique effectuée consécutivement sans retour en service à l'administration centrale par un membre du personnel de la carrière extérieure, ne peut pas excéder trois missions de quatre années ou douze années. » ;

4° dans le paragraphe 3, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« WBI consulte les membres du personnel de la carrière extérieure sur les postes ouverts à affectation, hormis ceux dont la durée totale de leurs dernières missions consécutives en poste diplomatique ou à l'administration centrale excède trois missions de quatre années, ou douze années. ».

**Art. 7.** A l'article 15 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Il sera procédé à deux évaluations entre deux mouvements diplomatiques :

1° la première, entre vingt-quatre et trente mois après l'approbation de la lettre de mission ;

2° la seconde, entre douze et six mois avant le terme de la période d'affectation dans le poste diplomatique. » ;

2° le paragraphe 4 est complété par les mots : « pour inaptitude professionnelle ».

**Art. 8.** A l'article 37 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. La durée du mouvement diplomatique, fixée à quatre années à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, produira ses effets au 1<sup>er</sup> septembre 2019. Durant la période transitoire, les affectations des membres du personnel de la carrière extérieure restent d'application et prendront fin au 31 août 2019.

Durant la même période, il sera procédé à une évaluation des membres du personnel de la carrière extérieure en poste ou adjoints à l'administration centrale au plus tard six mois avant le 31 août 2019. » ;

2° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Par dérogation à l'article 10, §§ 2 et 3, pour le mouvement diplomatique qui interviendra au 1<sup>er</sup> septembre 2019, tous les membres du personnel de la carrière extérieure, en poste à l'étranger ou adjoints à l'administration centrale, répondant au prescrit de l'article 33, pourront valablement déposer leur candidature pour une affectation en poste. » ;

3° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Par dérogation à l'article 10, § 2, pour le mouvement diplomatique qui interviendra au 1<sup>er</sup> septembre 2019, les membres du personnel de la carrière extérieure répondant au prescrit de l'article 33 pourront être reconduits dans le même poste. » ;

4° le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. Par dérogation à l'article 10, § 2, les affectations décidées dans le cadre du mouvement diplomatique qui interviendra au 1<sup>er</sup> septembre 2019 prendront fin au 31 août 2023 ou au prochain mouvement diplomatique, sans préjudice de l'application de l'article 33. » ;

5° les paragraphes 6 à 8 sont abrogés.

**Art. 9.** Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 10.** Le Ministre-Président et le Ministre de la Fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 janvier 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des Chances,  
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. GREOLI

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/200513]

#### 17. JANUAR 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Februar 2012 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals von Wallonie Bruxelles International

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 20. März 2008 zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt zur Bildung einer gemeinsamen Körperschaft für die internationalen Beziehungen Wallonie-Bruxelles, Artikel 4;

Aufgrund des Dekrets vom 8. Mai 2008 zur Zustimmung zu dem Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt zur Bildung einer gemeinsamen Körperschaft für die internationalen Beziehungen Wallonie-Bruxelles;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Februar 2012 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals des Außendienstes von Wallonie Bruxelles International;

Aufgrund des Beurteilungsberichts über die Auswirkungen des vorliegenden Erlasses auf die jeweilige Situation der Frauen und der Männer in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2015 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 4. Mai 2018 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 17. Januar 2019 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 3. Oktober 2018 abgeschlossenen Protokolls Nr. 742 des Verhandlungsausschusses des Sektors XVI;

Aufgrund des am 17. Dezember 2018 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 64.823/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministerpräsidenten, der mit den internationalen Beziehungen beauftragt ist, und des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Februar 2012 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals des Außendienstes von Wallonie Bruxelles International wird durch das Folgende ersetzt:

"Art. 2 - Die Eigenschaft als Personalmitglied des Außendienstes der Einrichtung wird den folgenden Personen zuerkannt:

1° jedem Personalmitglied, das innerhalb besagten Außendienstes endgültig beschäftigt ist;

2° den Vertragspersonalmitgliedern, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingestellt wurden und seitdem innerhalb besagten Außendienstes beschäftigt sind."

**Art. 2** - In Artikel 5 desselben Erlasses werden die Paragraphen 1 und 2 durch Folgendes ersetzt:

"§ 1. Zwecks der Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter dem Begriff "diplomatischer Posten" die diplomatische Vertretung der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region sowohl in Belgien als im Ausland, der der Generalabgeordnete oder der Berater zugeteilt sind.

§ 2. Die in diplomatischen Posten diensttätigen Personalmitglieder des Außendienstes führen die Bezeichnung des von ihnen ausgeübten Amtes, d.h. entweder "Generalabgeordneter", oder "Berater".

Im Rahmen der Kontakte dürfen ausschließlich die Bezeichnung "Generalabgeordneter" und "Berater" der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region verwendet werden.

Bei der Zentralverwaltung führen die Personalmitglieder des Außendienstes die Bezeichnung des von ihnen ausgeübten Amtes, d.h. entweder "sonderbeauftragter Direktor" oder "sonderbeauftragter erster Attaché".

**Art. 3** - Artikel 6 desselben Erlasses wird durch das Folgende ersetzt:

"Art. 6 - Die Personalmitglieder des Außendienstes üben das ihnen entweder im Ausland, oder in Belgien, oder bei der Zentralverwaltung zugewiesene Amt aus. Sie erfüllen die mit ihrer Amtsausübung verbundenen Aufgaben unter ständiger Berücksichtigung der Interessen der Regierungen, zwar insbesondere gemäß der in Artikel 13 erwähnten Aufgabenbeschreibung.

Bei der Ausführung ihrer Aufgabe gefährden die Personalmitglieder des Außendienstes nicht die Beziehungen zu anderen Staaten; sie beachten die geltenden Zusammenarbeitsabkommen.

Das Amt des Generalabgeordneten und des Beraters umfasst insbesondere die Erreichung von Synergieeffekten und den Informationsaustausch zwischen den verschiedenen Netzwerken innerhalb von Wallonie Bruxelles im Ausland oder in internationalen Institutionen."

**Art. 4** - In Kapitel II desselben Erlasses wird der Abschnitt 4, der den Artikel 8 umfasst, aufgehoben.

**Art. 5** - Artikel 9 desselben Erlasses wird um die Paragraphen 3, 4 und 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 3. Der erfolgreiche Teilnehmer an dem in Artikel 7 § 2 erwähnten Anwerbungswettbewerb wird zum Attaché auf Probe ernannt.

§ 4. Der Bedienstete auf Probe, der die in Artikel 7 § 2 erwähnte Probezeit erfolgreich absolviert hat, wird zum Bediensteten des Außendienstes im Dienstgrad eines ersten Attachés ernannt.

§ 5. Ein Bediensteter auf Probe, der für die in Artikel 7 § 2 genannte Probezeit eine negative Bewertung erhalten hat, wird gemäß den Artikeln 197 und 255 des Erlasses vom 5. Dezember 2008 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts des Personals des Außendienstes von Wallonie-Bruxelles International wegen beruflicher Nichteignung entlassen."

**Art. 6** - In Artikel 10 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2013, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 wird der Wortlaut "fünf Jahre" durch den Wortlaut "vier Jahre" ersetzt;

2° in Paragraph 1 Absatz 2 wird das Wort "wenigstens" gestrichen;

3° Paragraph 2 wird durch das Folgende ersetzt:

"§ 2. Die Personalmitglieder des Außendienstes dürfen nur eine Amtszeit in demselben diplomatischen Posten ableisten. Dennoch dürfen die Personalmitglieder des Außendienstes eine darauffolgende zweite Amtszeit in demselben diplomatischen Posten ableisten, wenn die beiden folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1° das Personalmitglied des Außendienstes stellt während der diplomatischen Personalbewegung nach seinem ersten Einsatz in dem betreffenden diplomatischen Posten ausdrücklich einen ordnungsgemäß begründeten Antrag;

2° kein anderes Personalmitglied des Außendienstes wird vom Direktionsausschuss des W.B.I. für den betreffenden diplomatischen Posten als qualifiziert eingestuft.

Die Gesamtdauer der Missionen in einem diplomatischen Posten, die von einem Personalmitglied des Außendienstes in unmittelbarer Reihenfolge durchgeführt werden, ohne bei der Zentralverwaltung wieder in Dienst zu treten, darf drei Missionen von vier Jahren bzw. zwölf Jahre nicht überschreiten."

4° in Paragraph 3 wird Absatz 3 durch das Folgende ersetzt:

"W.B.I. zieht die Personalmitglieder des Außendienstes über die für eine Zuweisung offenen Posten zu Rate, mit Ausnahme derjenigen, deren letzte, in unmittelbarer Reihenfolge durchgeführte diplomatische Missionen eine Gesamtdauer darstellen, die drei Missionen von vier Jahren bzw. zwölf Jahre übertrifft."

**Art. 7** - In Artikel 15 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2013, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Paragraf 2 wird durch das Folgende ersetzt:

”§ 2. Zwischen zwei diplomatischen Personalbewegungen finden zwei Bewertungen statt:

1° die erste findet zwischen vierundzwanzig und dreißig Monaten nach der Genehmigung der Aufgabenbeschreibung statt;

2° die zweite findet zwischen zwölf und sechs Monaten vor dem Abschluss des Zuweisungszeitraumes in einem diplomatischen Posten statt.”;

2° in Paragraf 4 werden die Wörter ”wegen Nichteignung” zwischen ”eine Entlassung” und ”vor” eingefügt.

**Art. 8** - In Artikel 37 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Oktober 2013, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Paragraf 2 wird durch das Folgende ersetzt:

”§ 2. Die in Artikel 10, § 1 auf vier Jahre festgelegte Dauer der diplomatischen Personalbewegung tritt am 1. September 2019 in Kraft. Während des Übergangszeitraums bleiben die Zuweisungen der Personalmitglieder des Außendienstes in Anwendung und enden am 31. August 2019.

Im gleichen Zeitraum findet spätestens sechs Monate vor dem 31. August 2019 eine Bewertung der Personalmitglieder des Außendienstes, die im diplomatischen Dienst tätig sind oder die der Zentralverwaltung zugeordnet sind, statt.”;

2° Paragraf 3 wird durch das Folgende ersetzt:

”§ 3. In Abweichung von Artikel 10 § 2 und § 3 können für die am 1. September 2019 stattfindende diplomatische Personalbewegung alle Personalmitglieder des Außendienstes, die im Ausland entsandt sind oder die der Zentralverwaltung zugeordnet sind und die den Anforderungen des Artikels 33 entsprechen, eine Bewerbung für eine Zuweisung zu einem Posten einreichen.”;

3° Paragraf 4 wird durch das Folgende ersetzt:

”§ 4. In Abweichung von Artikel 10, § 2 darf für die am 1. September 2019 stattfindende diplomatische Personalbewegung die Zuweisung der Personalmitglieder des Außendienstes, die den Anforderungen des Artikels 33 entsprechen, in dem gleichen Posten verlängert werden.”;

4° Paragraf 5 wird durch das Folgende ersetzt:

”§ 5. In Abweichung von Artikel 10 § 2 enden die im Rahmen der am 1. September 2019 stattfindenden diplomatischen Personalbewegung beschlossenen Zuweisungen am 31. August 2023 oder bei der nächsten diplomatischen Personalbewegung, unbeschadet der Anwendung des Artikels 33.”;

5° die Paragraphen 6 und 8 werden aufgehoben.

**Art. 9** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 10** - Der Ministerpräsident und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört, werden jeder in seinem Bereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Januar 2019

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit, den öffentlichen Dienst  
und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/200513]

**17 JANUARI 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2012 tot vastlegging van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van de externe carrière van ”Wallonie-Bruxelles International”.**

De Waalse Regering,

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen ”Wallonie-Bruxelles”, artikel 4;

Gelet op het decreet van 8 mei 2008 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen ”Wallonie-Bruxelles”;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2012 tot vastlegging van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van de externe carrière van ”Wallonie-Bruxelles International”;

Gelet op het evaluatieverslag van dit besluit met betrekking tot de respectieve situatie van vrouwen en mannen uitgevoerd in toepassing van artikel 3, 2° van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 4 mei 2018;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting, gegeven op 17 januari 2019;

Gelet op protocol nr. 742 van het Onderhandelingscomité van Sector XVI, gesloten op 3 oktober 2018;

Gelet op advies 64.823/4 van de Raad van State, gegeven op 17 december 2018 in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;



Op voordracht van de Minister-President belast met Internationale Relaties en de minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2012 tot vastlegging van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van de externe carrière van "Wallonie-Bruxelles International" wordt als volgt vervangen:

"Art. 2. De hoedanigheid van personeelslid van de externe carrière van de instelling wordt toegekend:

1° aan elk personeelslid dat in vast verband tewerkgesteld wordt in het kader van genoemde carrière;

2° aan de contractuele personeelsleden in dienst genomen voor de inwerkingtreding van dit besluit en tewerkgesteld in het kader van bedoelde carrière."

**Art. 2.** In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de paragrafen 1 en 2 vervangen door wat volgt:

"§ 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt onder "diplomatieke post" verstaan de diplomatieke vertegenwoordiging van de Franse Gemeenschap en van het Waalse Gewest, zowel in België als in het buitenland, waarvoor de algemeen afgevaardigde of de adviseur worden aangesteld.

§ 2. In dienstactiviteit op een diplomatieke post dragen de personeelsleden van de externe carrière de hoedanigheid van het ambt dat ze uitoefenen, namelijk algemeen afgevaardigde of adviseur.

De hoedanigheden van algemeen afgevaardigde en adviseur van de Franse Gemeenschap en van het Waalse Gewest zijn de enige die mogen worden gebruikt bij de contacten.

Bij het hoofdbestuur dragen de personeelsleden van de externe carrière de hoedanigheid van het ambt dat ze er uitoefenen, namelijk directeur belast met een missie of eerste attaché belast met een missie."

**Art. 3.** Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 6. De personeelsleden van de externe carrière vervullen de hen toegewezen functies hetzij in het buitenland, hetzij in België, hetzij bij het hoofdbestuur. Ze komen de plichten na i.v.m. de uitoefening van hun ambt, waarbij constant zorg moet gedragen worden voor de belangen van de Regeringen, met name overeenkomstig de missiebrief bedoeld in artikel 13.

Bij het vervullen van hun missie zorgen de personeelsleden van de externe carrière ervoor dat de betrekkingen met andere Staten niet op de helling komen te staan en leven ze de van kracht zijnde samenwerkingsovereenkomsten na.

De hoedanigheid van algemeen afgevaardigde en van adviseur omvat met name de missie om synergie en uitwisseling van informatie tot stand te brengen tussen de verschillende netwerken van "Wallonie-Bruxelles" die aanwezig zijn in het buitenland of in de internationale instellingen."

**Art. 4.** In hoofdstuk II van hetzelfde besluit wordt afdeling 4, die artikel 8 bevat, opgeheven.

**Art. 5.** Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt aangevuld door de paragrafen 3, 4 en 5, die als volgt zijn opgesteld:

"§ 3. De geslaagde voor een examen bedoeld in artikel 7, § 2, wordt benoemd tot stagiair met de graad van attaché.

§ 4. De stagiair die met succes de stage bedoeld in artikel 7, § 2, heeft gelopen, wordt benoemd tot personeelslid van de externe carrière met de graad van eerste attaché.

§ 5. De stagiair die een negatieve beoordeling kreeg voor de stage bedoeld in artikel 7, § 2, wordt ontslagen om reden van professionele ongeschiktheid, in overeenstemming met artikels 197 en 255 van het besluit van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van "Wallonie-Bruxelles International".

**Art. 6.** In artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd door het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2013, worden de volgende aanpassingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "vijf jaar" vervangen door de woorden "vier jaar";

2° in paragraaf 1, tweede lid, wordt het woord "minstens" opgeheven;

3° paragraaf 2 wordt vervangen door wat volgt:

"§ 2. De personeelsleden van de externe carrière kunnen slechts één mandaat uitoefenen op dezelfde diplomatieke post. De personeelsleden van de externe carrière kunnen wel een tweede achtereenvolgend mandaat uitoefenen op dezelfde diplomatieke post als aan de twee volgende voorwaarden is voldaan:

1° het personeelslid van de externe carrière heeft daar uitdrukkelijk en naar behoren gemotiveerd om verzocht bij de diplomatieke beweging die volgt op zijn eerste aanstelling op de diplomatieke post waarvan sprake;

2° geen enkel ander personeelslid van de externe carrière is hoger geklasseerd door het directiecomité van WBI voor de diplomatieke post waarvan sprake.

De totale duur van de achtereenvolgens en zonder terugkeer naar een dienst van het hoofdbestuur vervulde missies op een diplomatieke post door een personeelslid van de externe carrière mag niet meer bedragen dan drie missies van vier jaar of twaalf jaar.;

4° in paragraaf 3 wordt het derde lid vervangen door wat volgt:

"WBI raadpleegt de personeelsleden van de externe carrière voor de posten die openstaan voor aanstelling, behalve degene van wie de totale duur van hun laatste achtereenvolgende missies op een diplomatieke post of op het hoofdkantoor meer bedraagt dan drie missies van vier jaar, of twaalf jaar."

**Art. 7.** In artikel 15 van hetzelfde besluit, gewijzigd door het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2013, worden de volgende aanpassingen aangebracht:

1° paragraaf 2 wordt vervangen door wat volgt:

"§ 2. Tussen twee diplomatieke bewegingen worden twee evaluaties gemaakt:

1° de eerste, tussen vierentwintig en dertig maanden na goedkeuring van de missiebrief;

2° de tweede, tussen twaalf en zes maanden voor het einde van de periode van aanstelling op de diplomatieke post.;

2° paragraaf 4 wordt aangevuld met de woorden: "om reden van professionele ongeschiktheid".

**Art. 8.** In artikel 37 van hetzelfde besluit, gewijzigd door het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2013, worden de volgende aanpassingen aangebracht:

1° paragraaf 2 wordt vervangen door wat volgt:

"§ 2. De duur van de diplomatieke beweging, vastgelegd op vier jaar in artikel 10, § 1, treedt vanaf 1 september 2019 in werking. Gedurende de overgangperiode blijven de aanstellingen van de personeelsleden van de externe carrière van toepassing en ze lopen af op 31 augustus 2019.

Gedurende dezelfde periode zal er een evaluatie worden gemaakt van de personeelsleden van de externe carrière op een post of aangesteld bij het hoofdbestuur ten laatste zes maanden voor 31 augustus 2019.;

2° paragraaf 3 wordt vervangen door wat volgt:

“§ 3. In afwijking van artikel 10, § 2 en § 3, wat betreft de diplomatieke beweging die plaatsvindt op 1 september 2019, kunnen alle personeelsleden van de externe carrière, op post in het buitenland of aangesteld bij het hoofdbestuur, die beantwoorden aan het voorschrift van artikel 33, geldig hun kandidatuur indienen voor een aanstelling op een post.”;

3° paragraaf 4 wordt vervangen door wat volgt:

“§ 4. In afwijking van artikel 10, § 2, wat betreft de diplomatieke beweging die plaatsvindt op 1 september 2019, kunnen de personeelsleden van de externe carrière die beantwoorden aan het voorschrift van artikel 33, opnieuw worden aangesteld op dezelfde post.”;

4° paragraaf 5 wordt vervangen door wat volgt:

“§ 5. In afwijking van artikel 10, § 2, lopen de aanstellingen die zijn beslist in het kader van de diplomatieke beweging die plaatsvindt op 1 september 2019, af op 31 augustus 2023 of bij de volgende diplomatieke beweging, onverminderd de toepassing van artikel 33.”;

5° paragrafen 6 tot 8 worden opgeheven.

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking op de dag na zijn publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 10.** De minister-president en de minister bevoegd voor Ambtenarenzaken zijn, elk wat hem of haar betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 januari 2019.

Voor de Regering:

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,  
Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. GREOLI

---

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/200562]

### 31 JANVIER 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon portant répartition des membres du Parlement wallon entre les circonscriptions électorales

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, les articles 24, § 2, et 26, § 3 et 4;

Vu la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup> ;

Vu la loi du 13 décembre 2002 portant diverses modifications en matière de législation électorale, l'article 33, alinéa 2;

Vu la loi du 22 octobre 2017 modifiant le tableau visé à l'article 87 du Code électoral en vue d'adapter la structure cantonale de la circonscription électorale de Hainaut;

Vu le décret spécial du 25 janvier 2018 modifiant le point B, visant l'élection du Parlement wallon, du tableau déterminant les circonscriptions électorales et leur composition, constituant l'annexe 1 du Livre 1<sup>er</sup> des annexes à la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2013 portant répartition des membres du Parlement wallon entre les circonscriptions électorales;

Vu les chiffres de population résultant du nombre d'habitants inscrits au Registre national des personnes physiques en date du 28 mai 2012, publiés au *Moniteur belge* du 27 novembre 2012;

Sur la proposition du Ministre-Président;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'élection du Parlement wallon se fait comme suit :

Province	Circonscription électorale	Nombre de parlementaires élus par circonscription
Brabant wallon	Nivelles	8
Hainaut	Tournai-Ath-Mouscron	7
	Charleroi-Thuin	10
	Mons	5
	Soignies-La Louvière	5
Liège	Liège	13
	Huy-Waremme	4
	Verviers	6
Luxembourg	Arlon - Bastogne - Marche-en-Famenne - Neufchâteau - Virton	6
Namur	Namur	7
	Dinant-Philippeville	4

**Art. 2.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2013 portant répartition des membres du Parlement wallon entre les circonscriptions électorales est abrogé.